

**Discours du président de l'Assemblée nationale de la République bolivarienne du Venezuela, le
Député Juan Guaido**

Il n'y a pas de gouvernance parlementaire au Venezuela.

Le 20 août 2020

Madame la Présidente de l'Union interparlementaire,

Mesdames, Messieurs les Présidents des Parlements du monde,

Je remercie l'Union Interparlementaire de m'avoir non seulement permis de m'adresser à vous, mais aussi pour votre soutien et solidarité face à toutes les attaques contre l'Assemblée nationale et ses députés, qui sont persécutés, attaqués et emprisonnés depuis 2016, année où la gestion du SEUL POUVOIR LÉGITIMEMENT ÉLU AU VENEZUELA a effectivement commencé.

Aujourd'hui, c'est à notre tour de parler de la gouvernance parlementaire. Il est bien connu que le pouvoir législatif est le lien le plus direct entre les citoyens et le pouvoir. C'est pourquoi le régime de Nicolás Maduro veut y mettre fin. Ce n'est un secret pour personne que la tyrannie de Nicolas Maduro agit comme un régime hors-la-loi et usurpateur, dont le seul objectif stratégique est de se maintenir et de se perpétuer au pouvoir à tout prix. C'est pourquoi Maduro a endommagé et altéré l'un des principes clés de toute démocratie moderne, qui est « la division, l'autonomie et l'équilibre des pouvoirs publics ».

Il faut dire clairement que les attaques contre l'Assemblée nationale ont continué et se sont aggravées à travers des événements tels que la violente prise du siège de l'Assemblée par les forces militaires le 5 janvier, empêchant l'entrée des députés démocratiquement élus au Parlement. En outre, utilisant des mécanismes de corruption, Maduro a nommé un conseil d'administration parallèle au sein de l'Assemblée nationale, sans même avoir le quorum requis, car malgré tout il ne parvient pas à briser la majorité écrasante représentée par les forces démocratiques dans notre parlement.

Je voudrais attirer l'attention sur le fait qu'actuellement, au Venezuela, nous ne luttons pas seulement contre une dictature classique qui restreint les libertés individuelles et collectives, mais aussi contre une entreprise criminelle qui repose sur des le soutien et la non-coopération dans la lutte contre le terrorisme, le soutien et le financement de groupes irréguliers et terroristes, les liens avec les réseaux internationaux de trafic de drogue et les groupes qui encouragent l'exploitation minière illégale, dédiés à l'extraction de ressources considérées par l'ONU comme de l' « Or du Sang ».

La tyrannie de Nicolás Maduro Moros a le mérite d'avoir soumis le Venezuela à une situation d'urgence humanitaire complexe qui constitue la pire crise de l'histoire du pays, encore plus grave que celle de la guerre d'indépendance. Ceci uniquement dans l'intérêt de se maintenir et de se perpétuer au pouvoir. Tout cela a provoqué une crise migratoire sans précédents, dans laquelle au moins 5,5 millions de Vénézuéliens ont quitté le pays pour fuir la crise et chercher des opportunités sous d'autres latitudes.

Maduro veut mettre fin à l'actuelle Assemblée nationale par une fraude en décembre prochain, pour laquelle il s'est illégalement approprié des fonctions du Législatif en nommant les directeurs du Conseil national électoral (CNE), en violation flagrante des articles 295 et 296 de la Constitution vénézuélienne, qui stipule que cela ne peut se faire que par la formation de la Commission des nominations de l'Assemblée.

En outre, nos partis politiques ont été illégalement confisqués par Nicolas Maduro, qui a désigné des personnalités politiques liées à son régime en tant que dirigeants des partis. Donc, les conditions nécessaires à la participation n'existent pas actuellement au Venezuela.

Par conséquent, vivre avec la dictature de Maduro N'EST PAS, NI DOIT ÊTRE UNE OPTION POUR UNE SOCIÉTÉ DÉMOCRATIQUE.

Nous sommes déjà clairs sur le QUOI, maintenant comment pouvons-nous l'atteindre ?

Pour toutes ces raisons, nous demandons à tous nos collègues parlementaires :

- De rejeter la fraude parlementaire voulue par le régime de Maduro le 6 décembre.
- En raison de l'aggravation de la crise humanitaire au Venezuela, à la suite de la pandémie COVID-19, nous demandons votre soutien pour la formation et la mise en œuvre urgentes d'un Gouvernement national d'urgence, avec la participation de tous les secteurs politiques du Venezuela, ce qui nous permettrait de traiter en priorité les problèmes humanitaires et sociaux, de ré-institutionnaliser le pays, et enfin de parvenir à convoquer des élections présidentielles et parlementaires libres et ainsi de rétablir la démocratie et d'établir des mécanismes de gouvernance. Ce gouvernement d'urgence nationale a été soutenu par l'Assemblée nationale, ainsi que par 45 pays, y compris des organismes tels que l'OEA, le Groupe de Lima et l'Union européenne.

Comme vous l'avez vu, chers collègues parlementaires, au Venezuela, nous ne pouvons pas parler de gouvernance parlementaire, car le système politique vénézuélien n'a pas la capacité de satisfaire les besoins des gouvernés et les éléments intangibles qui sont liés à la politique tels que la crédibilité, la confiance, l'équité et l'inclusion et la transparence n'y sont pas réunis. En ce sens, l'Assemblée nationale que j'ai l'honneur de présider est le seul pouvoir légitime qui cherche à promouvoir la gouvernance, au milieu d'une dynamique où un régime usurpateur veut faire du Venezuela "un État en faillite" par ses actions.

Je vous remercie de votre attention.